

LES ENTREPRISES EN REGION : BILAN 2023 ET PERSPECTIVES 2024

Février 2024

**Une économie régionale incontestablement ralentie,
mais de réels moteurs de croissance subsistent**

En 2023, le ralentissement de l'économie néo-aquitaine, résultante des crises liées aux tensions géopolitiques, à l'inflation et à la baisse de la consommation induite, révèle des disparités marquées selon les filières. De même, les perspectives 2024 s'annoncent inégales mais des segments emblématiques de la région paraissent porteurs d'amélioration.

CONTEXTE NATIONAL	2
CHIFFRES CLEFS	3
SITUATION RÉGIONALE	4
MÉTHODOLOGIE	13
PUBLICATIONS DE LA BANQUE DE FRANCE	14
MENTIONS LÉGALES	15

Contexte national : l'économie française résiliente devant la forte inflation

Après un début de décennie marqué par une succession de chocs (Covid-19, invasion de l'Ukraine par la Russie, crise énergétique), l'économie mondiale a résisté en 2023. L'inflation a reflué plus rapidement que prévu suite au pic de 2022, avec un impact moins important qu'attendu sur l'emploi et l'activité. Ainsi selon le FMI (WEO de janvier 2024), le PIB mondial augmenterait de 3,1 % en 2023. En ce qui concerne la Zone Euro, la croissance du PIB s'établirait à 0,5 % en 2023, après une hausse de 3,4 % en 2022.

En France, sur l'ensemble de l'année 2023, la croissance du PIB s'établit à 0,9 % d'après les plus récents comptes nationaux trimestriels. Cela confirme le diagnostic selon lequel l'économie française parviendrait à sortir progressivement de l'épisode de forte inflation sans récession. La résilience de l'activité s'explique par le dynamisme du secteur des services, qui a poursuivi son rebond post Covid-19, notamment dans l'hébergement restauration, l'information communication et, dans une moindre mesure, les services financiers, aux entreprises et aux ménages. Le secteur de l'industrie a lui aussi rebondi après la succession des chocs affectant aussi bien l'offre que la demande. Toutefois l'activité a stagné au second semestre, touchée par le ralentissement du secteur de l'énergie après un début d'année très allant, la baisse du secteur de la construction, et un moindre dynamisme des services marchands.

Selon les [projections macroéconomiques](#) publiées par la Banque de France en décembre 2023, l'activité resterait ralentie en 2024 avant de se raffermir ensuite. En 2024, la croissance serait davantage tirée par la consommation des ménages, sous l'effet du repli de l'inflation, bénéfique au pouvoir d'achat des salaires, et de la baisse du taux d'épargne. En 2025, la croissance bénéficierait également d'une amélioration de l'investissement privé, car l'effet du resserrement des conditions monétaires et financières serait moindre. En 2026, ces tendances se renforceraient pour engendrer une reprise dynamique.

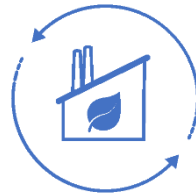
La situation sur le marché du travail s'est améliorée en 2022 et jusqu'à mi 2023. Dans les trimestres à venir, l'emploi s'ajusterait avec retard au ralentissement économique, avec un rattrapage seulement partiel des pertes passées de productivité. Par conséquent, le taux de chômage augmenterait jusqu'en 2025 pour atteindre 7,8 % de la population active. Cette hausse a déjà débuté au troisième trimestre 2023 à 7,4 %, après 7,2 % au deuxième trimestre. En 2026, l'économie française renouerait avec les créations nettes d'emplois, à la faveur d'une croissance du PIB plus forte. Le taux de chômage recommencerait à se réduire pour atteindre 7,5 % au quatrième trimestre 2026.

L'inflation totale (IPCH), qui a atteint un pic début 2023, continuerait à refluer : après une moyenne annuelle de 5,7 % en 2023, elle diminuerait fortement à 2,5 % en 2024. L'inflation totale baisserait nettement sur l'ensemble de l'horizon de prévision, aidée par les prix de l'énergie ; mais l'inflation sous-jacente (IPCH hors énergie et alimentation) se replierait également quoiqu'un peu plus lentement. En l'absence de nouveau choc sur les matières premières importées, l'inflation totale reviendrait vers la cible de la Banque centrale européenne (BCE) de 2 % au plus tard d'ici 2025 et se maintiendrait ensuite à un rythme un peu inférieur.

Dans un contexte toujours marqué par la forte inflation, l'Eurosystème a poursuivi ses hausses de taux directeurs pour atteindre un taux de dépôt à 4 % en septembre 2023, et s'est engagé à poursuivre son action afin d'assurer un retour de l'inflation à la cible des 2 %.

Contexte National :

Chiffres clefs



Chiffre d'affaires

2023 : +0,4%
2024 : +4,1%

Exportations

2023 : -5,0%
2024 : +5,5%

Effectifs

2023 : -0,2%
2024 : +1,3%



Chiffre d'affaires

2023 : +2,1%
2024 : +2,0%

Effectifs

2023 : +2,2%
2024 : +1,7%



Production totale

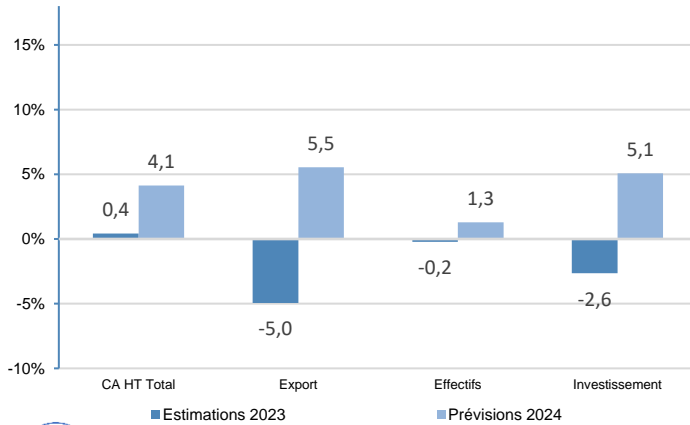
2023 : +1,4%
2024 : -2,0%

Effectifs

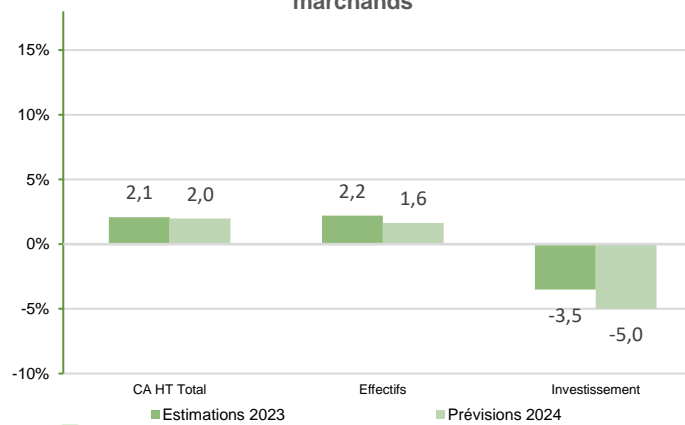
2023 : +1,2%
2024 : -0,1%

Situation régionale

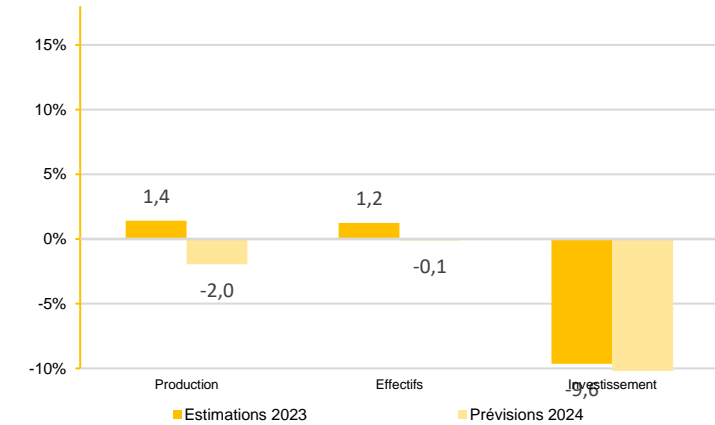
Evolution de l'activité dans l'industrie



Evolution de l'activité dans les services marchands



Evolution de l'activité dans la construction



Source Banque de France

Points Clefs

Le chiffre d'affaires de l'industrie régionale augmente peu en 2023 et intègre un effet de hausse des prix indéniable induit par l'augmentation des coûts. Les spécificités de marché, d'approvisionnement et du rythme de reprise après Covid, selon les filières, ont conditionné très distinctement l'évolution des fabrications. Dans ce contexte, l'emploi, d'intérimaires particulièrement, se contracte globalement même si certaines industries recrutent fortement. Les chiffres d'affaires prévisionnels pourraient s'orienter plus favorablement en 2024 dans la plupart des segments, forts des commandes en carnet. La rentabilité et l'emploi en bénéficieraient.

Les services résistent en 2023 après le rebond enclenché post pandémie. Les évolutions se révèlent toutefois contrastées selon la sensibilité des prestataires à la consommation des ménages ou à la demande des entreprises. Globalement le chiffre d'affaires augmente à un rythme proche du renchérissement des tarifs. Les effectifs progressent en privilégiant le renforcement des emplois permanents. Les difficultés de recrutement, ponctuellement encore difficiles, reculent. En 2024, l'activité devrait encore faire preuve de résilience dans la perspective d'une reprise très progressive de la consommation des ménages, sous l'effet du repli de l'inflation.

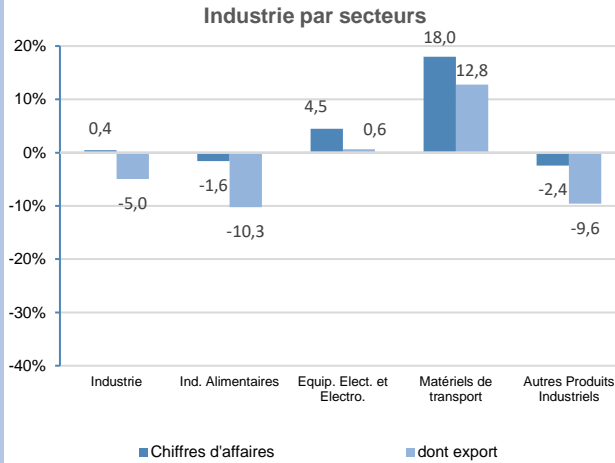
La réévaluation des facturations dans la construction masque la réduction de l'activité. L'effet de la dégradation des commandes constatée depuis début 2022 dans le bâtiment se transmet peu à peu aux chantiers et aux chiffres d'affaires. Les pénuries d'approvisionnement deviennent résiduelles et les difficultés de recrutement persistent mais s'estompent quelque peu, permettant des recrutements au sein des entreprises. Pour 2024, le ralentissement de l'activité pourrait s'accroître.



14,2%

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région

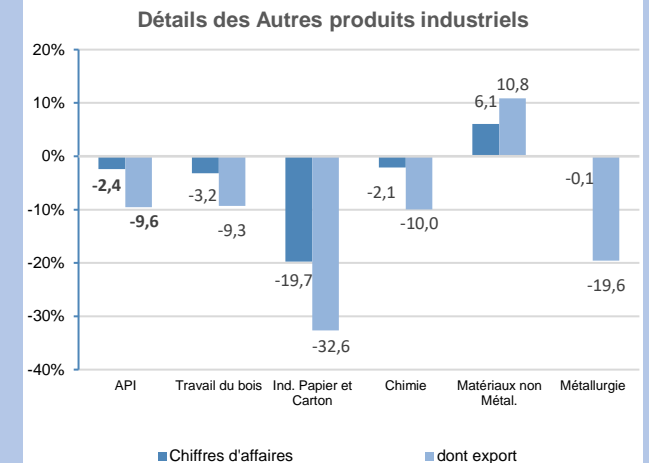
Chiffre d'affaires, dont export



Le segment du matériel de transport bénéficie de la bonne tenue de l'aéronautique/spatial, grâce à la reprise du trafic aérien et du dynamisme des commandes des donneurs d'ordres. Les équipements électriques/électroniques progressent également profitant d'une nette détente de ses approvisionnements en composants. Enfin, l'industrie alimentaire se contracte pénalisée par la baisse sensible de la fabrication de boissons, notamment sur ses expéditions à l'export.

La relative stabilité du chiffre d'affaires intègre un effet de hausse des prix.

Chiffre d'affaires, dont export

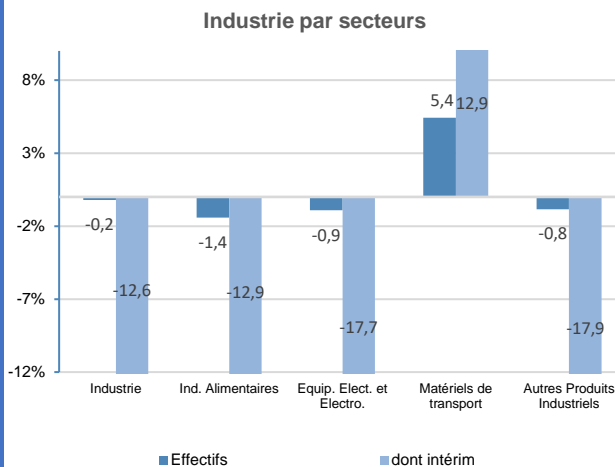


La filière papier/carton enregistre une nette dégradation, conjonction d'un effet prix et d'un effet volume, en lien avec le fléchissement de la demande, conséquence de la baisse de consommation des ménages. Les contractions observées pour le travail du bois et la chimie traduisent une demande également en retrait. À l'opposé, la fabrication des matériaux non métalliques progresse et traduit un bon niveau d'activité sur une majeure partie de l'année alimentée par le bâtiment.

L'évolution des API est pénalisée par la baisse de la consommation des ménages.



Bilan 2023



Les effectifs se contractent légèrement, résultant d'une sollicitation moindre de l'intérim.

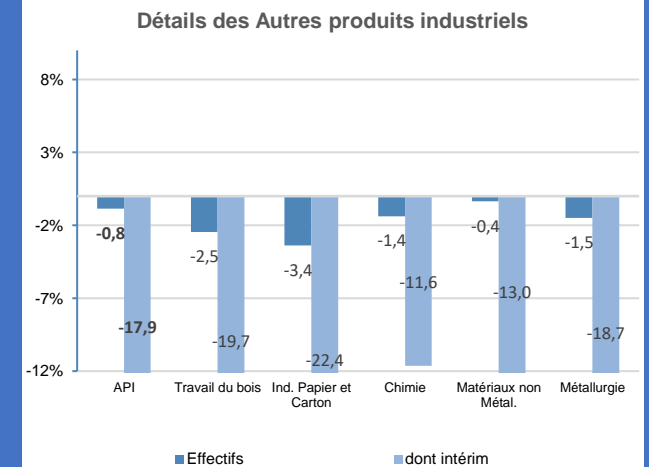
L'alimentaire affiche le recul de l'emploi salarié le plus marqué, en lien avec une baisse de la consommation des ménages notamment. La dynamique forte d'embauche dans le segment matériels de transport déjà engagée en 2022 s'intensifie en 2023 pour permettre la montée progressive des cadences de production de la filière aéronautique.

Effectifs, dont intérim

Les segments des API affichent une tendance baissière.

Les autres produits industriels baissent globalement leurs effectifs. Les réductions les plus marquées concernent le travail du bois et le papier-carton, davantage pénalisés par la baisse de la demande. Le recours à l'intérim est moins sollicité.

Effectifs, dont intérim



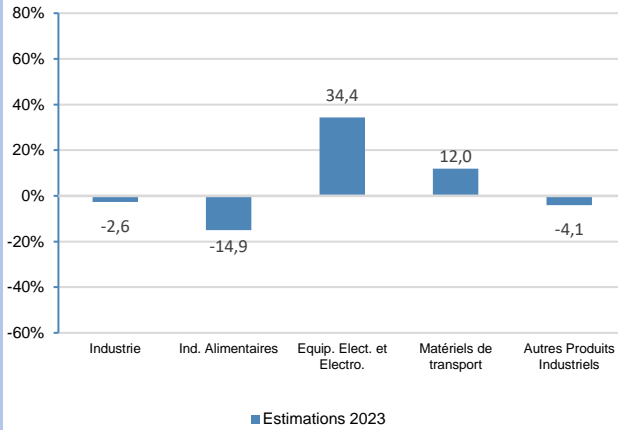


14,2%

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région

Évolution des investissements

Industrie par secteurs



Les équip. élect. réalisent la plus forte hausse, principalement pour le segment électronique et les autres machines. Le matériel de transport, notamment dans sa composante aéronautique, progresse toujours à un rythme soutenu pour faire face à la montée en cadence de la production. A l'inverse, l'industrie alimentaire enregistre le tassement le plus conséquent. Enfin, les API s'inscrivent en repli, avec une dégradation dans le travail du bois et la métallurgie. Le papier-carton et la chimie restent plutôt bien orientés.

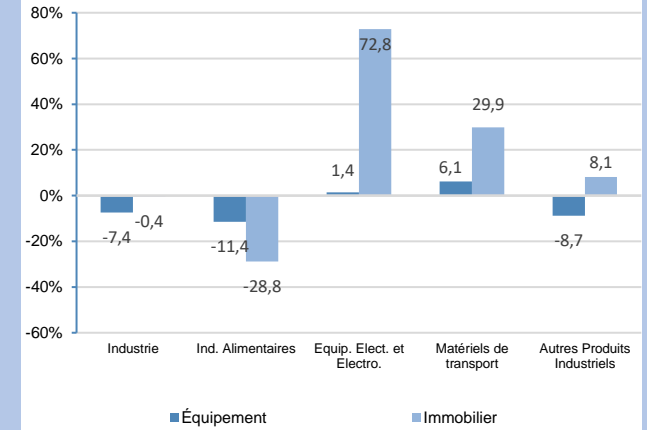
Les investissements industriels se contractent en 2023.

Répartition des investissements

Globalement la baisse des investissements apparaît marquée dans sa composante équipements, plus particulièrement dans l'industrie alimentaire et les autres produits industriels. A contrario, les équipements électriques électroniques et le matériel de transport développent leur capacité de production.

Des orientations différenciées selon les filières.

Types d'investissements



Bilan 2023

1/3 des effectifs est employé dans une entreprise dont la rentabilité baisse.

Les hausses de prix pratiquées ne compensent que partiellement les augmentations de coûts. Le solde d'opinion est particulièrement négatif dans l'industrie alimentaire. Dans le matériel de transports, les équipementiers automobiles améliorent leur rentabilité après une année 2022 en repli. L'aéronautique-spatial enregistre une érosion de ses marges, contrecoup des tensions sur les approvisionnements et des hausses de charges induites. L'appréciation est plus favorable dans les équipements électriques.

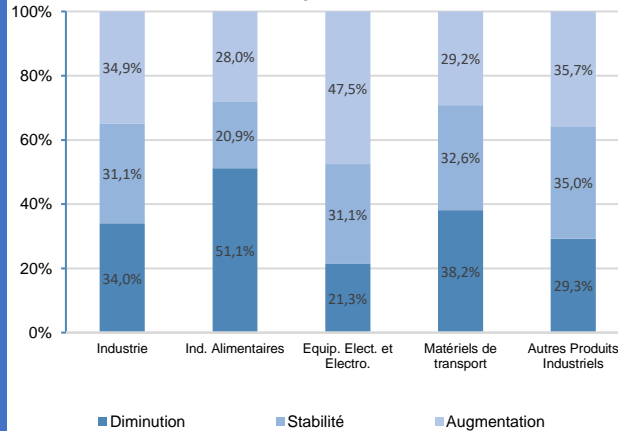
Rentabilité

Les évolutions sont contrastées dans les autres produits industriels.

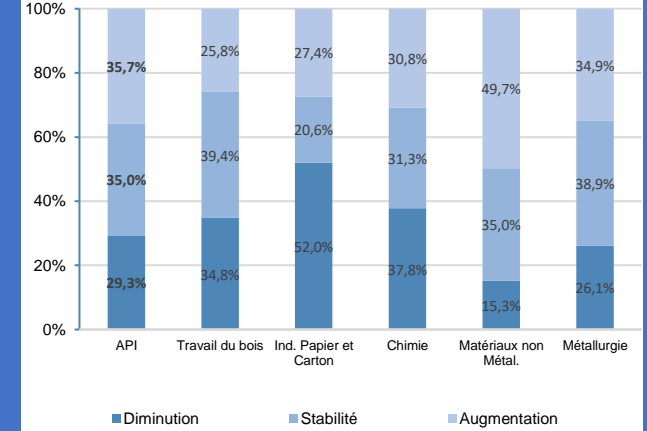
Dans les autres produits industriels, le papier-carton subit la forte baisse de la demande et de la pression concurrentielle induite. L'appréciation est également négative, mais plus nuancée, dans le travail du bois et la chimie. Seuls le caoutchouc-plastique-béton et la métallurgie ont une estimation plutôt positive de leur rentabilité pour 2023.

Rentabilité

Industrie par secteurs



Détails des Autres produits industriels



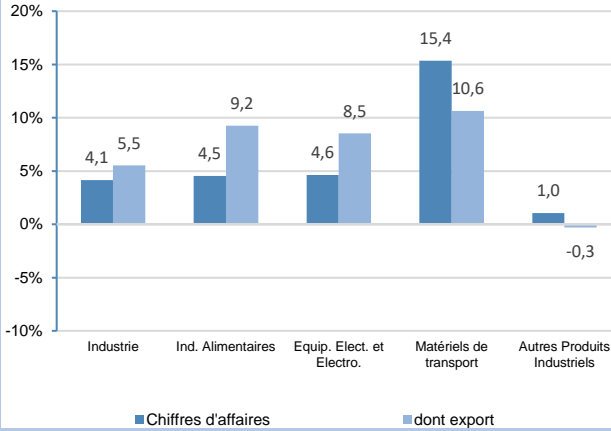


14,2%

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires, dont export

Industrie par secteurs



En 2024, les chefs d'entreprise prévoient une accélération de l'activité tirée par l'export qui alimenterait la majorité des segments. La progression serait la plus marquée pour le matériel de transport, traduisant la montée en cadence de la production aéronautique/ spatial. Les équipements électroniques resteraient bien orientés. Enfin, l'industrie alimentaire rebondirait avec une reprise des marchés américains et de l'Asie pour la fabrication de boissons.

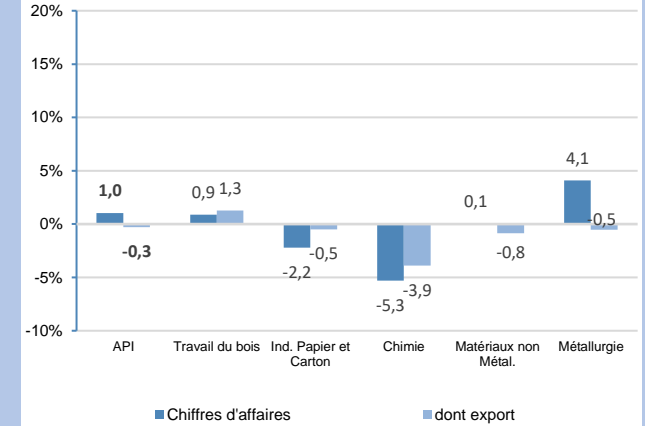
Les exportations participeraient à la progression du chiffre d'affaires.

Chiffre d'affaires, dont export

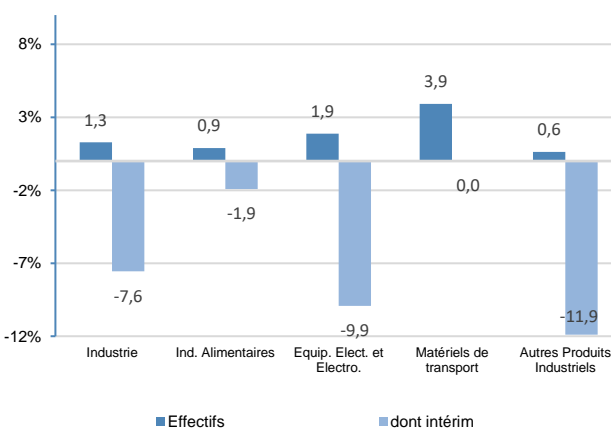
Un redressement modéré des API est envisagé pour 2024. La métallurgie enregistrerait la progression la plus conséquente, en lien avec la montée en cadence de la production dans l'aéronautique. Le travail du bois se redresserait mais évoluerait peu au final. En revanche, la filière papier-carton et la chimie, confrontées toujours à un ralentissement de la demande, resteraient orientées à la baisse. Les matériaux non métalliques se stabiliseraient.

La hausse serait plus mesurée dans les autres produits industriels.

Détails des Autres produits industriels



Industrie par secteurs



Les industriels envisagent un renforcement de leurs équipes en privilégiant les embauches durables.

Après le ralentissement observé en 2023, les intentions d'embauches redeviendraient positives en 2024 et toucheraient la totalité des segments. Les équipements électriques et électroniques et le matériel de transport profiteraient en premier lieu des évolutions favorables anticipées pour la filière aéronautique, dans le cadre de la montée en cadence de sa production.

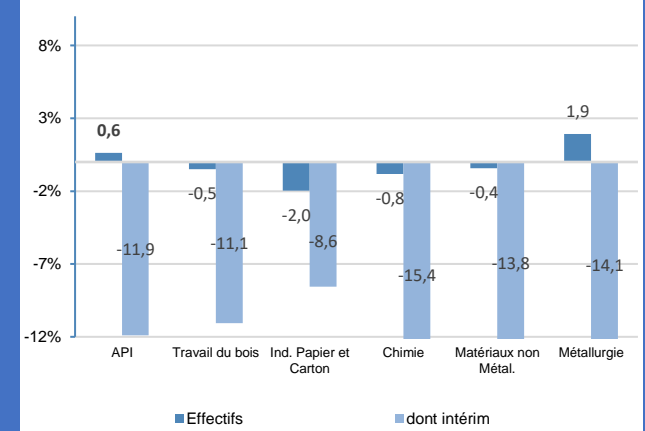
Effectifs, dont intérim

Les API suivraient le mouvement d'ensemble des autres segments industriels.

L'évolution positive des effectifs dans les autres produits industriels serait principalement générée par la fabrication de produits métalliques, notamment par les acteurs de la supply chain aéronautique. Les autres branches conservent une tendance baissière. Le maintien voire le recrutement des effectifs permanents sont privilégiés.

Effectifs, dont intérim

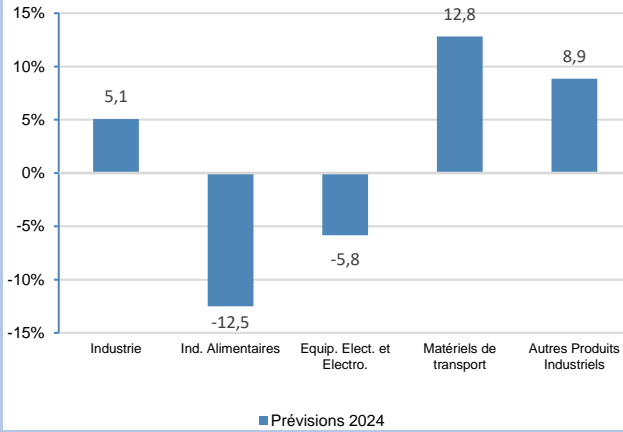
Détails des Autres produits industriels





14,2%
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région

Industrie par secteurs



Investissements

Les programmes d'investissements lancés en 2022/2023 dans le cadre de la transition énergétique, seraient privilégiés et se multiplieraient avec la volonté de gagner en autonomie et en réduction des coûts de l'énergie. La transition numérique ou encore la protection informatique font également partie des projets fréquemment envisagés. Les plus forts investissements sont constatés dans la fabrication de matériels de transport.

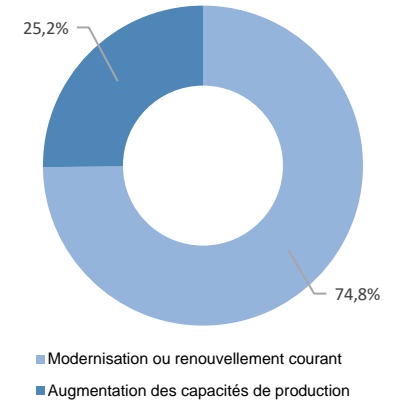
Les industriels envisagent un redressement de leurs investissements.

Orientation des prévisions

Les entreprises privilégient la modernisation ou le renouvellement courant de leurs moyens de production à l'augmentation de leurs capacités de production.

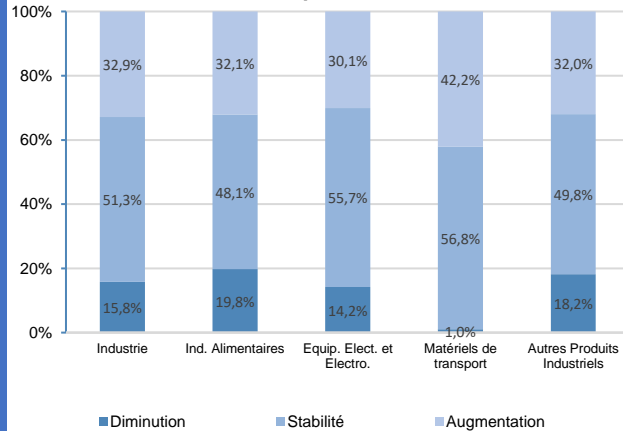
L'amélioration de la productivité est privilégiée au développement de la capacité de production.

Orientation des prévisions d'investissements



Perspectives 2024

Industrie par secteurs



Un maintien de la rentabilité est attendu.

Les chefs d'entreprise anticipent une moindre détérioration de leur rentabilité en 2024, voire une amélioration de leur marge après un exercice 2023 marqué par les tensions inflationnistes. Les appréciations sont particulièrement favorables dans le matériel de transport où la poursuite du développement de l'activité s'accompagnerait d'une meilleure marge. Les soldes d'opinion sont globalement positifs mais la stabilité prévaut.

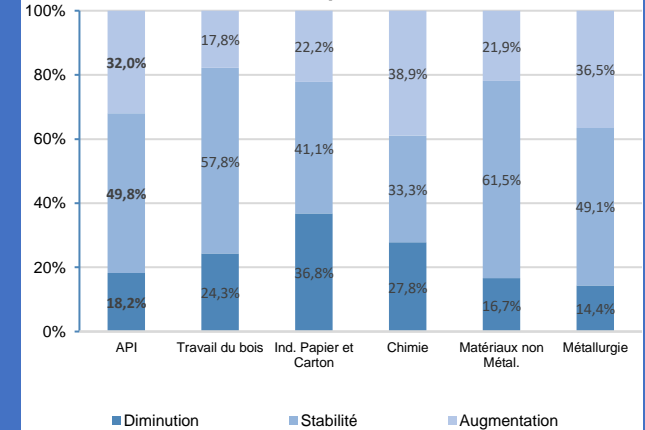
Rentabilité

Les opinions sont plus nuancées dans les API.

Le solde d'opinion est globalement positif dans les API, mais de façon plus différenciée. La filière bois-papier-carton redoute une nouvelle détérioration de sa rentabilité. La chimie renouerait avec une tonalité moins défavorable de sa profitabilité tandis que les matériaux non métalliques comme la métallurgie maintiendraient voire amélioreraient de nouveau leurs marges.

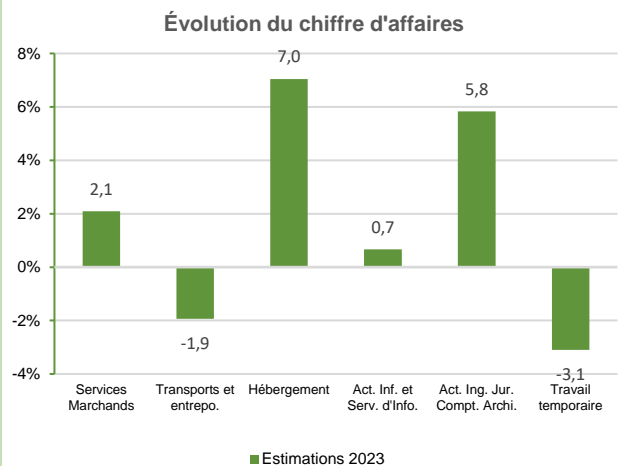
Rentabilité

Détails des Autres produits industriels





16,7%
Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région



Chiffre d'affaires

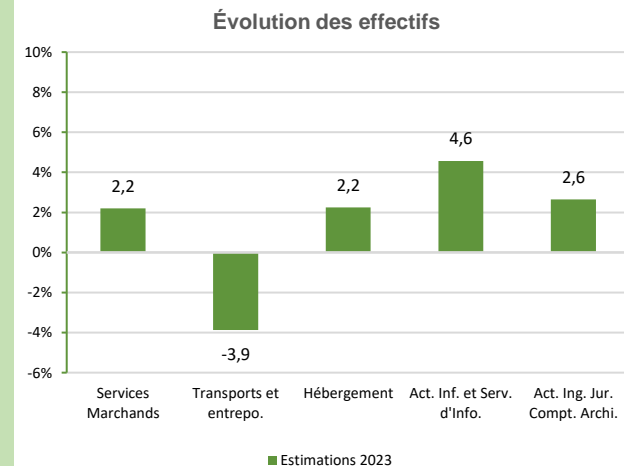
Les entreprises résistent mais avec des évolutions différenciées selon les marchés. L'hébergement continue de bénéficier du rebond post covid avec une clientèle notamment étrangère qui s'étoffe. Les activités spécialisées dont l'ingénierie restent bien orientées. Les services informatiques sont freinés dans leur progression par les difficultés de recrutement. Le transport-entrepôt et le travail temporaire enregistrent une baisse de leur chiffre d'affaires, conséquence du tassement d'activité d'une partie de leur clientèle.

La hausse de chiffre d'affaires serait en deçà de la hausse des tarifs.

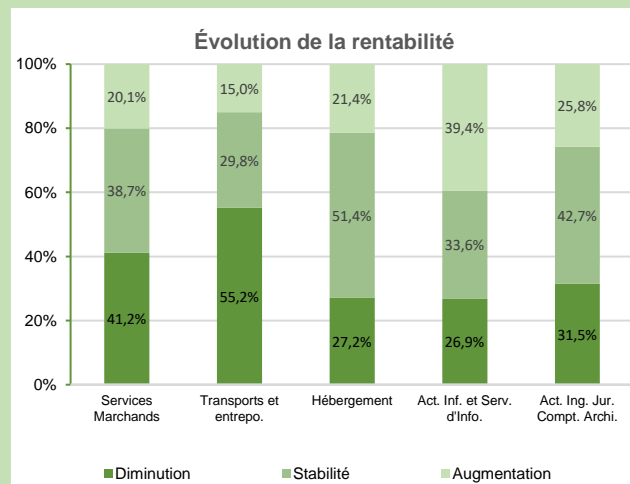
Effectifs

Les emplois se renforcent légèrement dans la majorité des segments. Seul le transport entreposage confronté à une baisse des volumes transportés, réduit ses effectifs. Plus largement, les difficultés de recrutement s'atténuent, à l'exception des profils très spécifiques : si l'hébergement et les activités informatiques augmentent leurs effectifs, pour autant, les besoins ne sont pas pleinement satisfaits.

Les effectifs se renforcent en privilégiant les emplois permanents.



Bilan 2023



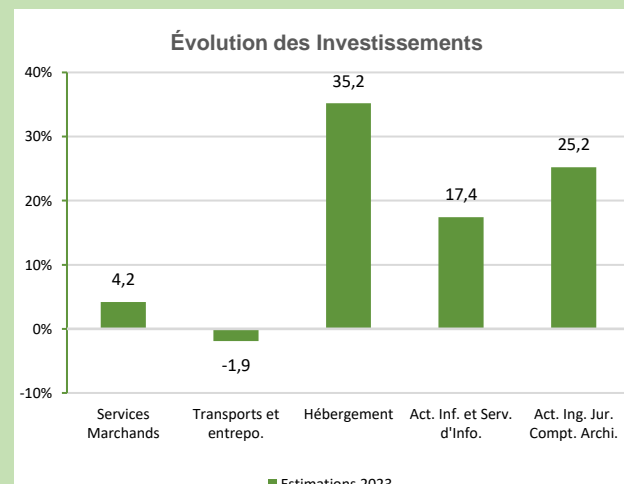
Dans un contexte inflationniste, la rentabilité s'érode en 2023.

La hausse du prix de l'énergie et des charges implique une dégradation progressive des marges. Le solde d'opinion est particulièrement négatif dans le transport où la hausse des tarifs appliqués ne permet pas de couvrir les augmentations de charges. Pour les activités spécialisées-ingénierie et services informatiques, la concurrence que se livrent les acteurs pour attirer des « talents » se traduit par un alourdissement des charges salariales partiellement couvert par les hausses de tarifs.

Rentabilité

Les investissements se renforcent en 2023.

Les évolutions sont différenciées selon les secteurs. Le renouvellement de la flotte se poursuit dans le transport routier mais à un rythme plus modéré qu'en 2022, tandis que les prestataires de logistique, en lien avec la reprise du fret aérien et maritime, consolident leurs investissements. Dans l'hébergement, la hausse des investissements traduit les travaux de rénovation d'hôtels devant permettre d'améliorer le prix moyen par chambre conjugué à une volonté de transition énergétique.

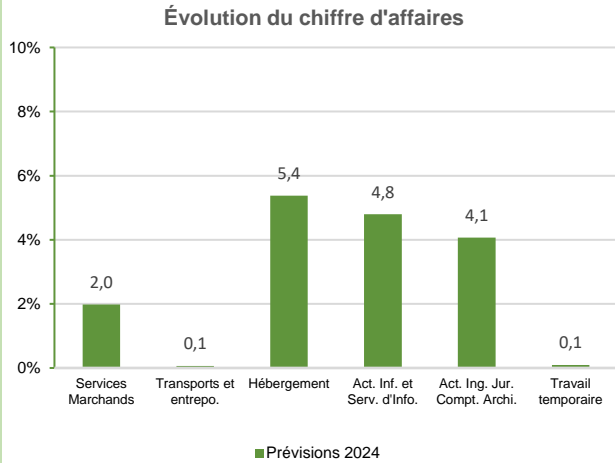


Investissements



16,7%

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région



Chiffre d'affaires

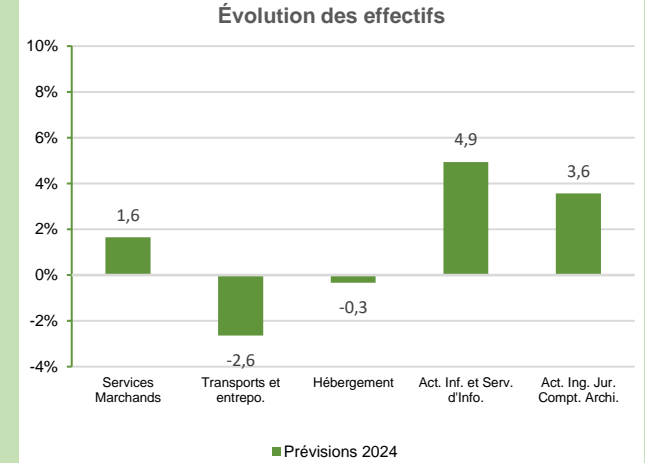
En 2024, les chiffres d'affaires se consolideraient. L'hébergement, les activités informatiques et les services spécialisés dont l'ingénierie, toujours portés par la digitalisation de l'économie, anticipent une évolution favorable de leur chiffre d'affaires, au-delà de l'effet prix attendu. Le transport routier, comme les agences de travail temporaire, confrontés au recul de la demande amorcé sur le second semestre 2023, stabiliseraient au mieux leur chiffre d'affaires.

Les chefs d'entreprise anticipent une consolidation du chiffre d'affaires.

Effectifs

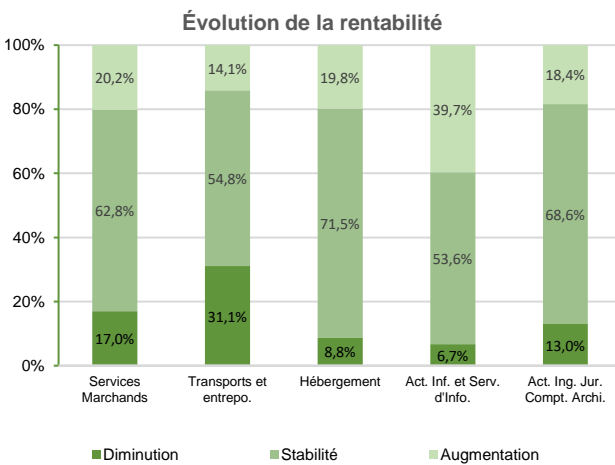
L'emploi continuerait de progresser en 2024, à moindre rythme qu'en 2023. Cette évolution se ferait au détriment du personnel intérimaire, les dirigeants privilégiant globalement le renforcement de leurs effectifs permanents. La baisse d'activité enregistrée fin 2023 dans le transport-entrepasage se traduirait par une nouvelle contraction des effectifs. Les activités informatiques, comme les services spécialisés-ingénierie, toujours confrontés aux difficultés de recrutement, souhaitent renforcer leurs équipes.

Un nouveau renforcement de l'emploi est anticipé.



Perspectives

2024



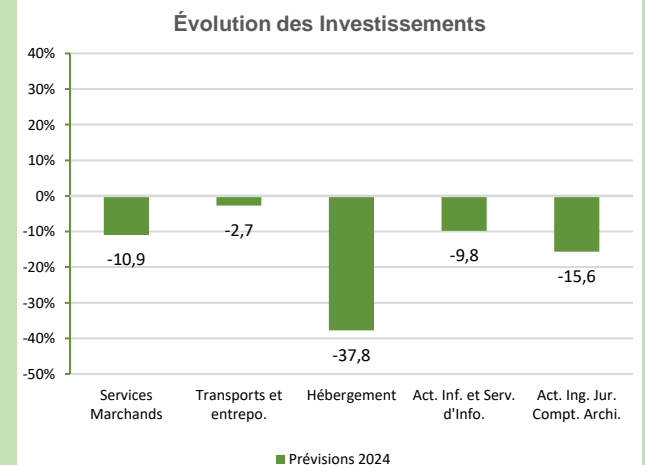
L'appréciation sur les rentabilités serait légèrement plus favorable.

Pour 2024, si le solde d'opinion d'ensemble ressort légèrement positif (+3 points), seuls 20 % des entreprises pondérées des effectifs anticipent une amélioration de leur rentabilité. 80% des dirigeants tablent sur un maintien voire une dégradation de leur marge. C'est notamment le cas pour le transport-entrepasage, et dans une moindre mesure les agences de travail temporaire, qui anticipent une nouvelle détérioration de leur couverture des coûts.

Rentabilité

En 2024, les projets d'investissements se contracteraient.

La plupart des secteurs envisagent de réduire leurs volumes d'investissement. Dans l'hébergement, les programmes de rénovation de chambres seraient moins nombreux qu'en 2023. Dans le transport-entrepasage, les prestataires de logistique poursuivraient leur programme d'investissement tandis que le renouvellement des flottes de camions serait moins soutenu que précédemment.



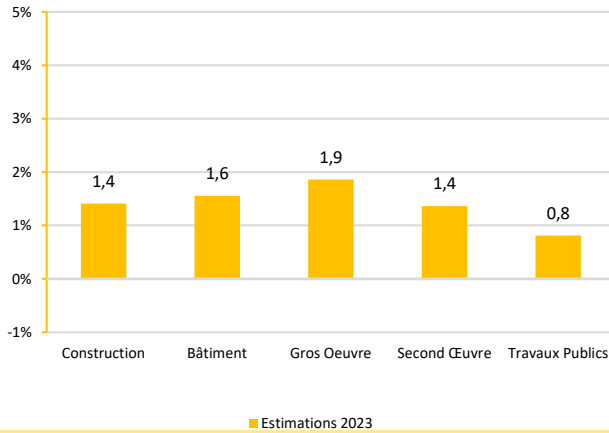
Investissements



9,5%

Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région

Évolution de la production



Production totale

Dans le bâtiment la hausse de la production (+1,6 % en euros courants) bénéficie des revalorisations des facturations mais masque cependant l'amorce d'une contraction de l'activité. L'effet de la dégradation des commandes constatée depuis début 2022 se transmet peu à peu aux chantiers. Les difficultés d'approvisionnement s'estompent. L'activité des chantiers de travaux publics est freinée par les difficultés de recrutement et les conditions climatiques mais la demande reste correctement alimentée.

Le ralentissement se confirme en 2023.

Effectifs, dont intérim

Les effectifs évoluent dans la construction : des créations d'emplois, le plus souvent au détriment du recours à l'intérim, se sont opérées pour permettre d'assurer la production. Même si la problématique de recrutement perdure, notamment sur les postes qualifiés, des embauches semblent s'opérer avec un peu moins de difficultés sur la fin de l'année. Les renforcements des effectifs sont plus marqués dans le second-œuvre.

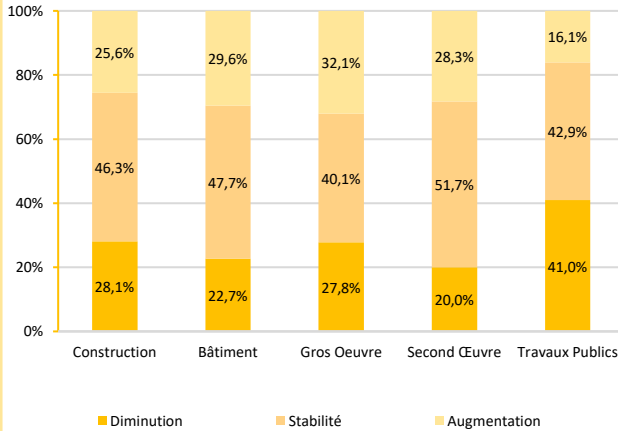
L'évolution positive de l'emploi se poursuit.

Évolution des effectifs



Bilan 2023

Évolution de la rentabilité



Dans l'ensemble le niveau de la rentabilité est maintenu.

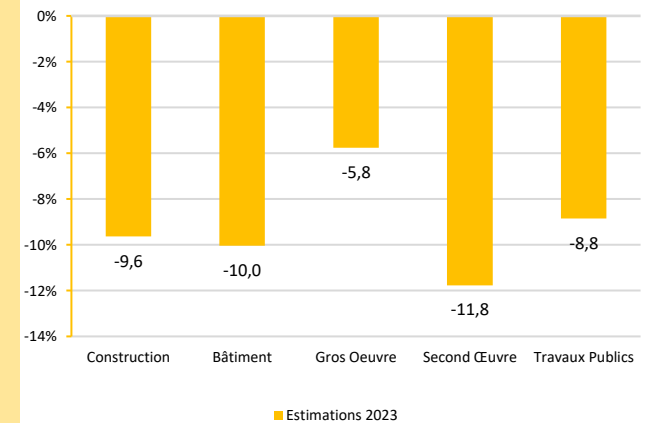
Un peu moins d'un tiers des effectifs est employé dans des entreprises dont la rentabilité est attendue en baisse en 2023. Le constat est assez comparable à la situation de 2022. L'appréciation sur l'évolution de la rentabilité est plus défavorable pour les travaux publics avec 41% des entreprises pondérées des effectifs qui attendent une contraction de leur rentabilité.

Rentabilité

Les investissements diminuent en 2023.

Les investissements sont défavorablement orientés en 2023, après une année 2022 également en retrait au regard des niveaux d'investissements de l'année 2021. Pour mémoire, 2021 avait profité à plein de l'effet report ou des annulations de nombreux programmes compte tenu du manque de visibilité en 2020.

Évolution des Investissements



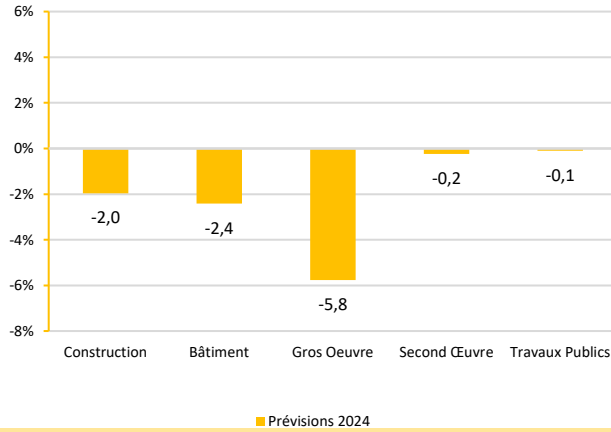
Investissements



9,5%

Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région

Évolution de la production



Production totale

L'activité reculerait dans le bâtiment, (-2,4%). Elle serait affectée particulièrement dans le gros œuvre. Dans le second œuvre, le recul apparaît moins marqué. Les travaux publics soutenus par la demande du secteur industriel et les marchés publics pourraient presque parvenir à maintenir leur niveau de production.

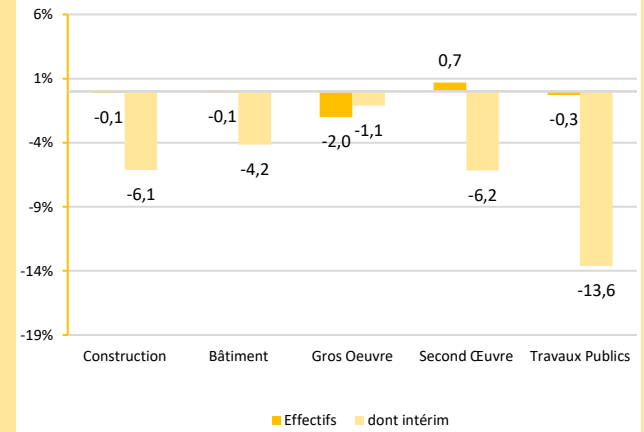
L'érosion de l'activité se confirmerait en 2024.

Effectifs, dont intérim

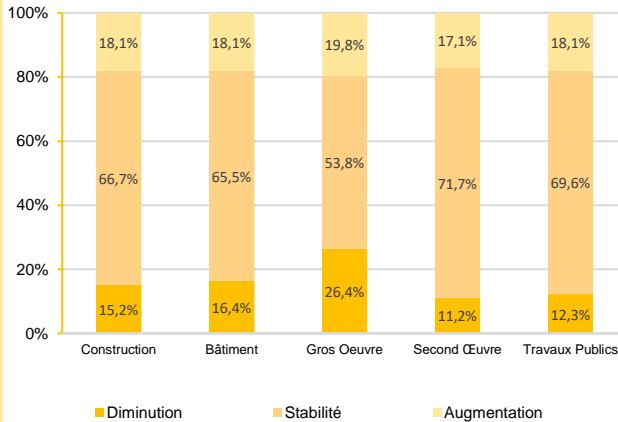
Dans un contexte de contraction de l'activité, les effectifs se stabiliseraient. Le gros œuvre verrait ses effectifs baisser en lien avec la réduction annoncée de son activité alors que dans le second œuvre des recrutements sont encore attendus. Le recours à l'intérim se contracterait dans tous les corps de métier. Les chefs d'entreprise cherchent à privilégier le recrutement d'une main d'œuvre pérenne au détriment du recours aux travailleurs intérimaires.

Les effectifs évolueraient peu.

Évolution des effectifs



Évolution de la rentabilité



La rentabilité pourrait s'améliorer quelque peu.

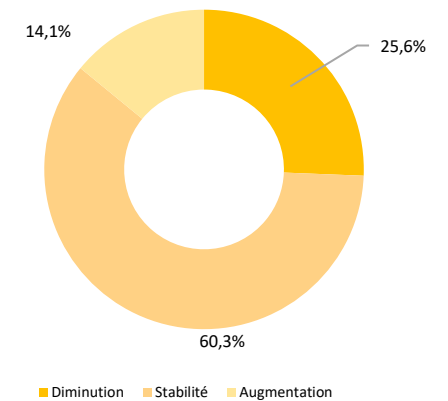
Les 2/3 des effectifs seraient employés dans une entreprise qui espère maintenir sa rentabilité. Le solde d'opinion est très légèrement positif dans tous les corps de métier hormis le gros œuvre confronté à une concurrence exacerbée. Dans les travaux publics, la suppression annoncée de l'avantage fiscal sur le gazole non routier contribuerait à pénaliser les marges.

Rentabilité

Un solde défavorable des carnets de commandes.

En 2024, le solde d'opinion sur l'évolution des carnets de commandes se révèle négatif et traduit la poursuite de leur réduction progressive. Néanmoins, plus de la moitié des entreprises tablent encore sur une stabilité de leur plan de charge

Évolution des carnets de commandes



Évolution des carnets de



Méthodologie

La présente étude repose sur les réponses fournies volontairement par les responsables d'entreprises et établissements de la région, dans le cadre de l'enquête menée annuellement par la Banque de France.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. N'ont été interrogées que les entités susceptibles de procurer des informations sur 3 exercices consécutifs (2022-2023-2024).

Les disparitions et créations d'entreprises ou d'activités nouvelles sont donc exclues du champ de l'enquête.

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux entreprises et établissements qui ont accepté de participer à l'enquête.

3 588 entreprises nous ont répondu. Elles représentent

Un effectif global de 270 000 personnes

Un chiffre d'affaires global de 49 000 M€

Industrie	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2022		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Industrie	1 426	149 096	213 187	69,9%
Ind Agricoles et Alimentaires	254	30 850	34 619	89,1%
Equip. Électri./électr. Autres machines	180	23 212	31 924	72,7%
Fab. Matériel de transport	62	20 954	28 618	73,2%
Fab. Autres produits industriels	889	72 075	110 756	65,1%
Industrie extractives	41	2 005	7 270	27,6%

Services Marchands	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2022		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Services marchands	1 156	77 908	250 486	31,1%
Transport et entreposage	383	29 430	64 784	45,4%
Hébergement et restauration	127	4 479	20 065	27,7%
Information et communication	72	7 676	27 139	26,2%
Act. Jur., compt., gest., architecture ...	283	15 161	56 793	26,7%

Construction	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2022		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total construction	1 006	43 556	142 469	30,6%
Bâtiment	812	30 653	113 717	27,0%
Gros oeuvre	249	10 674	32 456	32,9%
Second oeuvre	563	19 979	81 261	24,6%
Travaux publics	194	3 903	3 588	44,9%



Publications de la Banque de France

Catégorie	Titre
 Crédit	Crédits aux particuliers Accès des entreprises au crédit Crédits par taille d'entreprises Financement des SNF Taux d'endettement des ANF – Comparaisons internationales Crédits aux sociétés non financières
 Epargne	Taux de rémunération des dépôts bancaires Performance des OPC - France Épargne des ménages Évolutions monétaires France
 Chiffres clés France et étranger	Défaillances d'entreprises Principaux indicateurs économiques et financiers
 Conjoncture	Tendances régionales en Nouvelle Aquitaine Conjoncture Industrie, services et bâtiment Enquête sur le commerce de détail
 Balance des paiements	Balance des paiements de la France



**Banque de France
Service des Affaires Régionales**

13 rue Esprit des Lois CS 80001 - 33001 BORDEAUX CEDEX

☎ **05.56.00.29.61**

✉ Nouvelle-Aquitaine.conjoncture@banque-france.fr

Rédacteur en chef

Jacky PHILLIPS, Chef du département des Entreprises et
des Activités économiques régionales

Directeur de la publication

Marie-Agnès de CHERADE de MONTBRON, Directrice Régionale



NOUVELLE-
AQUITAINE